

Les Cahiers de médiologie 11

N ° 11 - P R E M I E R S E M E S T R E 2 0 0 1

Com \ Trans
muniquer \ mettre

Revue publiée avec le concours du
Centre National du Livre

Orthographe

L'éducation du peuple

Préparés par l'école une démocratie intelligente juste et fraternelle, unie par une culture générale

commune, nourris des mêmes idées essentielles et des mêmes sentiments, sans rien de systématique, d'exclusif, de sectaire; tel a été le but que se sont proposé les pouvoirs publics. Ils n'ont pas seulement voulu ce qui serait déjà un vœu sage et légitime entre tous - mettre chaque électeur en mesure de lire les professions de foi de ses députés et d'écrire avec discernement son bulletin de vote, mais ils ont entrepris de transformer la multitude obscure anonyme, inconsciente, instinctive en un peuple capable d'examiner et de réfléchir, capable de raison et de justice capable de se gouverner

GUY COQ

De quelques défis démocratiques à l'école républicaine

Il y a en quelque sorte antinomie entre l'éducation et la démocratie. Le fait est très souvent méconnu. Mais le projet d'éducation est toujours lié à une antécédence. L'enfant est devant la nécessité d'entrer dans un monde humain déjà là. L'éducation est une entrée dans une culture, on l'a trop oublié, et c'est beaucoup plus que ce qu'on entend couramment par l'expression : « bonne éducation ». C'est plus aussi que l'indispensable socialisation. Il y a un monde humain qui se manifeste dans une culture.

De l'éducation

*Cahier
d'écolier, cours
supérieur, 1916,*
tiré de
l'ouvrage *Les
Cahiers de la
République*, de
Suzanne Bukiet
et Henri Mérou,
Éditions
Alternatives, 2000.

L'éducation est tendue entre deux pôles. D'un côté le pôle social : en intégrant les jeunes qui naissent dans cette société ou y grandissent, cette culture ou cette civilisation se montre-t-elle capable de désirer son avenir ? D'un autre côté, dans cette éducation, construit-on des individus humains, voire des personnes, a-t-on ce souci premier ? Dans la définition de l'éducation, il y a deux causes d'échec : privilégier la finalité collective au mépris de l'épanouissement d'une humanité personnelle, ou bien insister sur le pôle individuel au mépris de la finalité collective. Aucun des deux pôles de l'éducation ne se maintient sans l'autre. La dérive de

cette fin de siècle aura été, dans les déclarations du moins, de tout centrer sur l'enfant. Mais c'est là trahir l'enfant. Car il a besoin d'entrer dans un monde commun, pour s'accomplir comme personne libre ¹. Cependant, face à cette double finalité, la logique de l'individu démocratique est antinomique, l'individualisme démocratique fait de l'individu un être non précédé, qui voit en toute contrainte sociale une négation essentielle de la liberté et qui n'accepte le social qu'au service de sa propre individualité. Une seconde source d'incompatibilité surgit de la relation difficile entre laïcité et éducation. Car l'individu démocratique veut tout décider par lui-même de ce qui touche à sa vie, et quand il s'empare de l'idée de laïcité, il prône une neutralité absolue de l'éducation, oubliant que les fondateurs historiques de la laïcité la présentaient comme neutralité religieuse. Quant aux valeurs, quant à l'éthique nécessaire, quant à l'attachement à la république, la laïcité ne fut jamais synonyme de neutralité. Ou alors il apparaîtrait vite, on l'a vu au début, que la laïcité serait un principe de décomposition de la société.

L'entrée dans un monde culturel humain particulier ne peut donc pas être neutre. Au minimum, elle s'accompagne de la valorisation de ce monde-ci. On n'y entre pas sans la vivre comme valeur. Impossible de reprendre ici en détail les conséquences d'une telle problématique. Ainsi, par exemple, il n'y a pas d'éducation sans influence. Même si, pour beaucoup de gens, ce mot ne signifie rien d'autre que conditionnement, il est bon de restaurer sa signification véritable. Il n'est pas difficile de montrer à partir de l'histoire de l'art combien les plus grands créateurs furent portés par de grandes influences reçues dans leur période de formation. L'appropriation culturelle passe toujours par une période d'influence. Le seul problème est que plusieurs influences soient possibles et que ce soient des influences, non des conditionnements, qui laissent toujours au sujet une liberté de réaction : soit accepter l'influence, soit la rejeter et se former contre elle. Mais dans la vie moderne, n'est-il pas fréquent que le progrès personnel passe par une phase d'identification à tel auteur, à telle œuvre, avec la tendance à l'imiter ? Ce contact intime avec le geste créateur d'autrui est un puissant éveilléur de germes originaux qui sommeillent en moi. Cette assimilateur d'autrui nourrit l'esprit. Et il est bien connu que ces grands créateurs qui ont traversé de grandes influences ressemblent peu aux maîtres.

À un niveau plus philosophique, on pourrait développer le paradoxe selon lequel l'éducation à la liberté passe par des aspects non libres, non choisis. De même, l'éducation à la démocratie ne se fait pas uniquement à travers des élections de délégués de classe. La culture nécessaire à la démocratie n'est pas démocratique. La même logique opère dans le cas de la langue maternelle. Que penser d'un éducateur qui dirait : pour respecter la liberté de choix par l'enfant, je me garde de le laisser apprendre cette langue qu'il n'a pas choisie. Attendons qu'il soit grand

1. Kant voit ce problème de manière quasi définitive dans *Idée d'une histoire universelle*.

pour qu'il décide. Mais en le privant ainsi d'une culture première, on lui ferait perdre la possibilité d'entrer dans la langue. Car c'est à partir de la maîtrise non choisie d'une première langue non choisie que l'enfant pourra décider librement d'apprendre d'autres langues. Cet exemple de la langue peut être éclairant pour la totalité du travail d'éducation. L'école de la liberté, ce n'est pas une école démocratique où tout serait décidé par tout le monde. Le plein exercice de la liberté a des conditions culturelles d'exercice que l'être libre n'est pas d'emblée capable de décider. Nous vivons dans des idéologies qui méprisent ces principes et nous nous étonnons ensuite de la situation de crise des institutions éducatives.

Lieux éducatifs et culture

Malgré les antinomies que je viens de parcourir, on aura deviné ma position : il faut éduquer quand même. On pourrait préférer d'autres termes : enseigner, instruire, former... Éduquer est le mot le plus englobant, dans la mesure où l'on retient le sens évoqué plus haut : entrer dans une culture. Je ne retiens pas l'opposition parfois marquée entre enseignement et éducation. Dans tout enseignement des jeunes, et même dans l'instruction, il y a toujours un rapport éducatif qui s'instaure. Et si l'enseignement ou l'instruction n'ont aucun rapport à la culture, que sont-ils donc ? Certes, cette notion de culture exigerait une longue élucidation². Car la notion-concept des ethnologues est ici insuffisante. L'objectivation qu'ils réalisent subordonne la culture de l'observé à celle de l'observateur. Mais, il convient d'y insister, si celui-ci portait le regard objectivant sur sa propre culture, cela supposerait la destruction de son rapport vécu et subjectif avec sa culture, bref, une forme de mort culturelle. Cependant, le regard ethnologique nous a appris à analyser les divers aspects d'une culture : la définition et la prise en charge des besoins (travail, technologie, économie), moyens d'expression et de communication (langue et arts), formes de la vie sociale, les savoirs, l'ancrage symbolique premier. Mais pour un individu ou même une société, une culture est vue de l'intérieur. C'est la construction, légitimée par des évaluations, d'un certain style d'humanité en relation avec une manière d'être au monde. On oublie ce fait en pratique : à travers la totalité de notre culture, c'est une humanité qui se construit. Il est normal que cette culture soit vécue comme meilleure que tout autre, parce que c'est la seule que je vive pleinement, parce que c'est en elle que se construit ce qu'il y a de meilleur en moi. Parler ainsi n'exclut ni la rencontre, le dialogue, ni l'affrontement des cultures. Le sens du rapport subjectif de chacun avec sa culture est tout à fait refoulé de nos jours. D'un point de vue objectif, on peut admettre l'égalité de dignité de toutes les cul-

2. Cf. Guy Coq, *La démocratie rend-elle l'éducation impossible ?* Parole et Silence, 1999

tures. Mais quand je considère ma relation subjective avec ma culture, il n'y a plus d'égalité possible. Si je me mettais à la mépriser ou à cesser d'en percevoir l'éminente valeur, je me détruirais moi-même.

Cette entrée dans une culture qu'est l'éducation, j'ai eu quelques fois l'occasion de montrer qu'elle était plurielle. L'éducation est tripolaire, il y a trois lieux bien distincts, quoique non opposés, pour qu'elle se réalise : la famille, l'école et un tiers lieu qui ne reproduit ni le rapport éducatif familial, ni le rapport scolaire, et qui est divers, non unifié, quant à ses modalités sociales concrètes. La laïcité est inégalement concernée par les trois lieux. Au niveau de la famille, la laïcité n'a pas de sens car l'enfant est normalement immergé dans son milieu d'origine. Et ce lieu d'origine où la vie est donnée doit normalement en même temps être porteur d'un sens. Il serait donc ridicule d'attendre de la famille une quelconque neutralité philosophique et/ou religieuse. Le lieu scolaire est celui de la laïcité par excellence, parce qu'il intègre à la société globale, parce qu'il dépend logiquement de l'État républicain, même si des ministres s'écartent de cette ligne. Enfin, le troisième lieu est dans une position variable : il peut avoir des aspects laïcs, d'autres pas. Ainsi, dans la mesure où il apporte à certains une éducation à la fois religieuse, il est vain dans ce cas de parler de laïcité. Par contre, il est vrai que la Charte de l'accompagnement scolaire se réfère au principe de laïcité.

L'école nécessaire comme institution de la République

Si, maintenant, je réfléchis de manière précise au lieu éducatif scolaire, il y a des aspects essentiels à souligner. Tout d'abord, il faudrait penser la nécessité de l'école. À un certain stade historique des sociétés, marquées par la différenciation des fonctions, la présence de L'État, l'émergence de la démocratie, l'école est indispensable à la fonction sociale d'éducation. Une autre idée importante concerne le statut même de l'école : elle est une institution, ce qui veut dire qu'elle n'est pas un monument, ni une administration, ni une organisation. Une institution est la forme d'une médiation entre l'individu et la société globale. Il y aurait à ajouter que l'école est une institution éducative. Ici la médiation exercée consiste en ce que l'institution contribue à constituer le sujet social, intervient dans la construction de sa personnalité. L'école produit de la sociabilité à travers cette part de la culture qu'il lui revient de transmettre. C'est pourquoi on peut parler de culture scolaire.

Comme institution, l'école se distingue clairement de l'espace privé de la famille. Elle n'a pas à se comporter comme une famille, comme un substitut du père ou de la mère. Et il n'est pas souhaitable que la famille ait un rôle trop grand à l'intérieur de l'école. L'enfant a besoin de sentir qu'à l'école, il est sous

une autre autorité que la parentale. À partir de cette analyse, certains voient en l'école l'espace public. Certes, je souhaite que pour le plus grand nombre, l'école fréquentée soit l'école publique, celle qui est directement sous l'autorité de l'État républicain. Mais l'école n'est pas publique au sens de la place publique. On ne loue pas des panneaux publicitaires à l'intérieur de l'école comme on le fait sur une avenue. Il est arrivé que d'éminents juristes se montrent peu sensibles à ce genre de distinction, faute d'un minimum de réflexion philosophique sur les institutions. En fait, l'école m'apparaît comme un lieu intermédiaire entre l'espace familial et l'espace social global. C'est pourquoi il est profondément juste de ne pas confondre la cour de récréation et la rue, et ceci, même dans une société policée. Ce statut intermédiaire de l'école serait à mieux penser. Comme le soulignait Marcel Gauchet, il y a quelques années, l'objet école est assez peu pensé. « Quand en 1999, je prônais le refus du voile islamique à l'école, j'argumentais en établissant cette différence de la classe, de l'école et de la rue, face à tel contradicteur qui, imprudemment, assimilait la classe à la place publique ».

Dans la tradition républicaine française, il est inhérent à l'idée républicaine que L'État soit garant de l'éducation scolaire et par ce lien, il devient symboliquement clair que l'école s'intègre à la république. On a parfois voulu disqualifier l'école en dénonçant sa fonction reproductrice de la société. Il faudrait dire qu'elle reproduit l'espace social. Mais deux dérives ont aujourd'hui perdu leur légitimité : celle qui prétend produire à partir de l'école une nouvelle société et qui traite la pédagogie comme instrument de la révolution ; celle qui fait de l'école un pur reflet de L'État, de la société, sans incidence aucune sur l'évolution sociale. L'école est à la fois reproductrice et transformatrice de l'ordre social. Mais elle est un des lieux sociaux, en interaction avec d'autres, et souvent, pour que des évolutions intéressantes se produisent, il faut qu'elles mettent en jeu plusieurs lieux sociaux, des changements sans et hors de l'école.

Le défi des injonctions démocratiques

Le couple nécessaire école et République se heurte aujourd'hui à des difficultés dues notamment au fait que s'est développée une tension entre idée démocratique et idée républicaine. Or, dans la tradition française, l'une et l'autre se détruisent en s'opposant à l'autre. L'idée démocratique ainsi déséquilibrée développe trois injonctions vis-à-vis de la société. Elle fait tout d'abord émerger un individu démocratique exclusif, tourné uniquement vers soi-même (Tocqueville) et, comme nous l'avons vu plus haut, cet individu qui ne supporte pas d'être précédé fait obstacle à l'idée d'éducation. Celle-ci consiste toujours à entrer dans

une société et une culture commune déjà là (cf. H. Arendt). La seconde injonction pose la société comme essentiellement indéterminée et, du coup, remise à l'absolue décision des citoyens. Or, une société humaine tire sa réalité d'une durée, d'une mémoire, d'héritages culturels, d'une histoire. Le choix démocratique est donc nécessairement borné par cette réalité humaine complexe. Enfin, troisième injonction : poussée dans son déséquilibre, l'idée démocratique voudrait que tout devienne démocratique dans la société démocratique. Or toutes les sphères de la vie sociale ne sauraient être régies de la même façon que la sphère politique. C'est pourquoi, en tant qu'institution, l'école ne saurait être démocratique, même si elle a un rôle nécessaire dans le progrès de l'égalité républicaine. Ne doit-on pas aller jusqu'à dire qu'il y a des conditions non démocratiques (d'ordre éthique, social, culturel) à la survie de la démocratie ?

La dialectique des deux logiques égalitaire et élitaire

Il répugne à la pensée dominante de reconnaître la complexité des rapports école/société dans une démocratie. Deux logiques sont ici à l'œuvre : une logique égalitaire, une logique élitaire. Les deux correspondent à l'un des aspects dont la société démocratique prétend peser sur le système éducatif. Cette stratégie, cette pression qu'exerce la société démocratique s'exprime à travers l'histoire séculaire des transformations du système scolaire.

La logique égalitaire est largement reconnue. Elle a comme finalité de donner à tous les enfants les moyens culturels de devenir citoyen à part entière de la république. Cela passe par la définition des acquisitions fondamentales et nécessaires. Une telle finalité se traduit dans un certain style de remodelage de l'école : cette égalité est censée être donnée dans une école unique, sans filières, tous dans la même classe. La trace de cette unification de l'institution, on la trouve partout dans les bouleversements du système scolaire au cours de l'ère des réformes (seconde moitié du XXe siècle). La logique égalitaire fait confiance aux savoirs pédagogiques pour que dans cette classe unique, tous réussissent l'égalité. Enfin, cette logique repose sur des valeurs : l'égalité, la valeur libératrice du savoir, la non-discrimination, le refus de la sélection et de la compétition.

En même temps que la logique égalitaire intervient donc la logique élitaire, celle qu'il est commun de refouler, dans les politiques d'éducation, parce qu'il n'est pas conforme aux intérêts de la privilégiateure à la française de dévoiler les mécanismes de notre mono-élitisme. La logique élitaire est, autant que l'égalitaire, le produit de la démocratie. Même dans une société parfaitement démocratique, respectueuse de l'égalité, on ne saurait échapper à une difficulté : tous

De quelques défis démocratiques à l'école républicaine

les postes, toutes les fonctions ne sont pas également recherchés. Il y a des fonctions qui, de plus, requièrent des compétences, de l'excellence, qu'il faut détecter et former. La question est simple : une société démocratique peut-elle se passer d'élite ? Si c'est impossible, alors, on devrait affronter clairement la question : comment mettre de la justice dans la manière dont on va dégager les élites ? Depuis Platon (voir l'*Alcibiade*) on sait donner trois réponses. L'élite peut être sélectionnée à partir des origines familiales, ou par le critère de l'argent (payer cher les bonnes études) ou par l'éducation et un principe méritocratique. Seul le troisième modèle semble conforme à l'idéal républicain. Si les gouvernements de la Ve République ont toujours tenu à se montrer fidèles à la logique égalitaire jusqu'à la caricature, ils ont toujours montré la plus grande hypocrisie devant la logique élitaire. Officiellement l'école ne sélectionne pas, tous les enfants en classe de 3ème ont le même niveau. Et les grands évaluateurs du système voient avec satisfaction dans la montée des pourcentages de reçus au baccalauréat le triomphe de la démocratie alors que c'est celui de leur hypocrisie.

Avec ce refus d'explicitier l'intervention de la logique élitaire, on touche au plus grand déni du réel qui marque les rapports entre école et démocratie. Le dernier problème que je voulais aborder concerne l'immense difficulté de notre société démocratique à se représenter symboliquement. C'est là la source des polémiques les moins justifiées concernant l'Idée Républicaine. À l'ère du multiculturel, du *multitout*, il n'est pas bien vu de parler de culture commune, de repères communs, de la République comme principe unificateur de cette société historique. De plus en plus, les responsables politiques ne pensent la notion de peuple que ethniquement fondée. La belle expression de « Communauté des citoyens » n'a pas été reconnue. Ce qui est dans le vent en Europe, c'est la tribu. L'identité est un mot tabou, sauf s'il s'agit d'une identité tribale... Or, on oublie que dans une société moderne, il y a toujours plusieurs niveaux d'identités collectives. Il y en a toujours un qui domine les autres, normalement c'est celui de la société politique, de la communauté historique, de la République, de la Nation comme sujet collectif historique.